

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/LIC/M/22

2 novembre 2005

(05-5152)

Comité des licences d'importation

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 28 SEPTEMBRE 2005

Présidente: Mme Pamela Cooper (Canada)

Le Comité des licences d'importation a tenu sa vingt-deuxième réunion le 28 septembre 2005. L'ordre du jour proposé pour la réunion, qui figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/2657, a été adopté comme suit:

Table des matières

1.	Respect par les Membres des obligations de notification – Faits nouveaux intervenus depuis la dernière réunion.....	1
2.	Notifications.....	4
i)	<i>Notifications au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b) de l'Accord (publications et législation).....</i>	<i>4</i>
ii)	<i>Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord (réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation).....</i>	<i>5</i>
iii)	<i>Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord (nouvelles procédures de licences d'importation, modifications apportées aux procédures de licences existantes et contre-notifications).....</i>	<i>5</i>
3.	Quatrième examen transitoire au titre de la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine	6
4.	Rapport (2005) au Conseil du commerce des marchandises.....	9
5.	Autres questions.....	10
i)	<i>Questions posées par le Mexique au Guatemala (œufs).....</i>	<i>10</i>
ii)	<i>Questions posées par les États-Unis.....</i>	<i>10</i>
a)	<i>Brésil (certains produits à base de lithium).....</i>	<i>10</i>
b)	<i>Communautés européennes (uranium enrichi)</i>	<i>11</i>
c)	<i>Indonésie (certains produits textiles)</i>	<i>11</i>
iii)	<i>Dates de la prochaine réunion.....</i>	<i>12</i>
1.	Respect par les Membres des obligations de notification – Faits nouveaux intervenus depuis la dernière réunion	

1.1 La Présidente a informé le Comité que, depuis la réunion précédente, seules 13 notifications avaient été présentées au titre de diverses dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation (deux au titre de l'article 1:4 a) et/ou 8:2 b), sept au titre de l'article 7:3 et quatre au titre de l'article 5:1 à 5:4). À la date de la réunion en cours, sur un total de 148 Membres (en comptant

séparément les CE pour un seul Membre), 23 Membres¹ n'avaient pas présenté de notification au titre de l'Accord depuis leur accession à l'OMC. Cent seize Membres seulement avaient présenté des notifications de lois et de règlements (au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b)) et au total 110 Membres avaient répondu au questionnaire² (au titre de l'article 7:3) depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Concernant les notifications au titre de l'article 7:3, la date limite annuelle du 30 septembre n'était pas souvent respectée par beaucoup de Membres. Cinquante et un Membres seulement avaient notifié de nouvelles procédures de licences ou des modifications apportées aux procédures existantes (au titre des paragraphes 1 à 4 de l'article 5); sur ce nombre, un Membre (la Papouasie-Nouvelle-Guinée) avait notifié des modifications apportées aux procédures de licences d'importation sans présenter de notifications initiales de législation ni de réponses au questionnaire. Alors que l'article 5:5 de l'Accord autorisait les Membres à présenter des contre-notifications lorsqu'un Membre considérait qu'un autre Membre n'avait pas notifié l'établissement ou la modification d'une procédure de licences, aucune contre-notification n'avait été reçue à la date de la réunion en cours. La Présidente a rappelé au Comité que, à la fin de chaque année, le Répertoire central des notifications envoyait à chaque Membre une liste de notifications qui devraient être faites en vertu de tous les Accords de l'OMC l'année suivante et que des rappels périodiques étaient ensuite envoyés, deux fois par an, aux Membres qui n'avaient pas rempli leurs obligations de notification. Malgré cela, les Membres ne respectaient guère leurs obligations de notification au titre de l'Accord. La Présidente a prié instamment les Membres qui n'avaient pas encore communiqué d'informations sur leurs lois et réglementations ayant trait aux procédures de licences d'importation, qui n'avaient pas encore répondu au questionnaire annuel, ou qui n'avaient pas encore notifié l'établissement ou la modification de procédures de licences d'importation depuis leur précédente notification de le faire sans plus attendre. Les Membres n'appliquant pas de procédures de licences d'importation ou n'ayant ni loi ni réglementation relevant de l'Accord étaient également priés d'en informer le Comité afin que les Membres aient une vision d'ensemble complète des régimes de licences de tous les Membres. Les Membres qui avaient des questions concernant les prescriptions de notification ou qui souhaitaient obtenir une assistance étaient priés de consulter le Secrétariat à cet effet.

1.2 La représentante des Communautés européennes a dit que sa délégation accordait un degré de priorité élevé aux obligations de notification au titre des Accords de l'OMC, y compris l'Accord sur les procédures de licences d'importation. La notification au titre de l'article 7:3 pour 2004 et 2005 était en cours de finalisation et elle espérait la présenter au Comité d'ici peu. La délégation des CE regrettait ce retard, qui était dû à des circonstances exceptionnelles, liées notamment à l'élargissement des CE.

1.3 Le représentant des États-Unis a dit que la délégation de son pays remerciait tous les Membres qui avaient présenté des notifications, et en particulier ceux qui l'avaient fait pour la première fois. Notifier un régime de licences d'importation ou son absence était essentiel aux obligations découlant de l'Accord. Une notification détaillée et cohérente permettait une vision d'ensemble complète des régimes de licences existant dans le système commercial. Certains progrès semblaient avoir été accomplis à cet égard. Sa délégation attendait avec intérêt les notifications des Membres qui n'en avaient pas encore présenté, tels que la Thaïlande et le Belize. L'intervenant a remercié la Présidente et le Secrétariat qui ne cessaient d'encourager le respect des obligations, en envoyant des rappels aux Membres qui n'avaient pas encore présenté leurs notifications et en rappelant aux délégations de répondre aux questions qui leur avaient été posées par d'autres Membres.

¹ Angola, Belize, Botswana, Congo, Djibouti, Égypte, Guinée, Guinée-Bissau, Îles Salomon, Israël, Koweït, Lesotho, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Tanzanie et Thaïlande.

² Le questionnaire est joint en annexe au document G/LIC/3.

1.4 La Présidente a dit que, depuis la réunion précédente, trois documents contenant des questions concernant des régimes de licences maintenus par des Membres ou des réponses qui y avaient été apportées avaient été distribués. Les documents G/LIC/Q/CHN/15 et G/LIC/Q/TUR/3 comprenaient des questions posées par les États-Unis à la Chine et à la Turquie et le document G/LIC/Q/BHR/2 contenait des réponses du Bahreïn aux États-Unis. La Présidente a informé le Comité que le Secrétariat avait rappelé à certaines délégations qu'elles n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées concernant leurs régimes de licences. Elle a demandé aux délégations qui étaient en mesure de fournir des réponses aux questions qui leur avaient été posées depuis la réunion précédente, ou antérieurement à celle-ci, de le faire à la réunion en cours, en gardant à l'esprit le fait qu'en vertu des procédures adoptées au Comité, elles étaient tenues de communiquer par écrit les réponses aux délégations ayant soulevé les questions, avec copies au Secrétariat (G/LIC/4). Les copies des réponses reçues par le Secrétariat seraient publiées sous la forme de documents de la même série.

1.5 Le représentant des États-Unis, rappelant la question posée à la Chine au sujet du processus d'enregistrement pour les fournisseurs de débris et de déchets (G/LIC/Q/CHN/15), a dit que les autorités de son pays avaient noté que, au 1^{er} août 2005, l'Administration chinoise pour le contrôle de la qualité, l'inspection et le contrôle sanitaire (AQSIQ) avait rouvert officiellement le processus d'enregistrement, conformément à l'Avis public n° 103. Sa délégation continuerait à suivre la situation afin de veiller à ce que les questions de procédures relatives à l'accès au marché ne présentent aucun problème.

1.6 Le représentant du Canada a dit que, étant un gros exportateur de différents débris et déchets métalliques vers la Chine, son pays s'intéressait également au processus d'enregistrement pour les produits concernés. L'intervenant croyait comprendre que la Chine avait rouvert le processus d'enregistrement pour les fournisseurs de débris et de déchets et que, sur le plan des licences d'importation automatiques, il était possible d'entrevoir une politique permettant aux importateurs de présenter des demandes de licences d'importation n'importe quel jour ouvrable. Sa délégation souhaitait en savoir davantage à ce sujet.

1.7 Le représentant de la Chine a remercié les États-Unis pour les renseignements fournis, et espérait que ceux-ci seraient aussi utiles pour le Canada.

1.8 La représentante de la Turquie, se référant aux questions posées par les États-Unis dans le document G/LIC/Q/TUR/3, a dit que, en vertu du régime d'importation appliqué par son pays, qui était pleinement conforme aux engagements pris par la Turquie dans le cadre de l'OMC, des taux NPF de 45 pour cent, 34 pour cent et 36 pour cent étaient appliqués aux importations de riz, de riz en paille et de riz brun, respectivement, et que ces produits n'étaient assujettis à aucune procédure de licence d'importation. Ces produits faisaient uniquement l'objet de contrôles sanitaires et phytosanitaires menés par le Ministère de l'agriculture et des questions rurales, comme c'était le cas pour tous les autres produits agricoles. Par ailleurs, conformément à la Décision sur l'application de contingents tarifaires aux importations de certains types de riz, publiée dans le Journal officiel le 27 août 2004, un régime de contingents tarifaires était appliqué. Ladite décision avait été remplacée par une nouvelle décision, publiée au Journal officiel du 13 septembre 2005, dont l'objet avait été de faciliter les importations en Turquie, un pays importateur net de riz. Dans le cadre de ce régime, un taux de droit inférieur au taux NPF était appliqué pour une certaine quantité de riz pour les importateurs qui s'engageaient à acheter une quantité équivalente de riz auprès des producteurs nationaux. Ces contingents tarifaires seraient appliqués entre le 1^{er} novembre 2005 et le 31 juillet 2006. Ce régime n'était ni discriminatoire, ni restrictif puisque tous les importateurs pouvaient en bénéficier pour les produits importés, quelle que soit leur provenance, la quantité et l'origine des produits importés étant déterminées uniquement en fonction des conditions du marché libre. Les formalités de licences d'importation étaient, par définition, des "procédures administratives utilisées pour l'application de régimes de licences d'importation qui exigent, comme condition préalable à l'importation sur le

territoire douanier du Membre importateur, la présentation à l'organe administratif compétent d'une demande ou d'autres documents (distincts des documents requis aux fins douanières)". La Turquie ne prévoyait pas d'autre condition préalable à l'importation de riz au taux NPF. C'était uniquement lorsque l'importateur souhaitait bénéficier du taux de droit préférentiel qu'un document additionnel était exigé pour une certaine quantité de riz importée. La Turquie estimait donc que l'ensemble de la procédure visant les importations de riz ne pouvait pas être considéré comme relevant de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.³ Elle a informé le Comité que ces renseignements avaient également été fournis à la délégation américaine à l'occasion de la réunion du Comité de l'agriculture.

1.9 Le représentant des États-Unis a remercié la Turquie pour les renseignements qu'elle avait fournis. Il a informé le Comité que les deux gouvernements discutaient de cette question dans le cadre de différentes enceintes, et qu'il prendrait donc note des renseignements communiqués qu'il transmettrait aux autorités de son pays pour information.

1.10 Le représentant des États-Unis a remercié Bahreïn pour les réponses données aux questions de son pays et distribuées dans le document G/LIC/Q/BHR/2, et a dit que toute nouvelle observation ayant trait à ces réponses serait communiquée à une date ultérieure.

1.11 Le représentant de l'Australie, se référant au souhait exprimé par sa délégation à la réunion de juin 2005 d'obtenir des renseignements supplémentaires au sujet du régime de licences d'importation instauré par la Chine pour le minerai de fer (G/LIC/M/21, paragraphe 3 i)), a informé le Comité que l'Australie avait reçu certaines explications à ce sujet dans le cadre de discussions bilatérales qui avaient eu lieu depuis lors avec la Chine. L'Australie continuerait à suivre cette question de près et incitait la Chine à présenter une notification formelle au Comité dès que possible, conformément aux dispositions de l'Accord.

1.12 Le représentant de la Chine a confirmé que cette question avait été abordée dans le cadre de discussions bilatérales avec l'Australie, et a assuré qu'une notification sur le régime de licences d'importation serait présentée au Comité dès que possible.

1.13 Le Comité a pris note des déclarations.

2. Notifications

i) Notifications au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b) de l'Accord (publications et législation)

2.1 La Présidente a rappelé qu'au titre des articles 1:4 a) et 8:2 b) et conformément aux procédures dont le Comité était convenu, tous les Membres étaient tenus de publier leurs lois, réglementations et procédures administratives et de les notifier au Comité lorsqu'ils devenaient Membres de l'OMC en fournissant des copies de toutes publications, lois ou réglementations pertinentes. Toutes modifications ultérieures apportées à ces lois et réglementations devaient également être notifiées.

2.2 La Présidente a dit que l'Inde avait présenté une notification (G/LIC/N/1/IND/8) et que le Comité en avait été saisi pour examen. En outre, une notification avait été reçue de la Roumanie après que l'aérogramme eut été publié, et serait examinée à la réunion suivante.

2.3 Le représentant des États-Unis, notant que le Belize n'avait présenté aucune notification au titre de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, lui a demandé de soumettre au Comité

³ Les réponses de la Turquie aux États-Unis ont été distribuées dans le document G/LIC/Q/TUR/4.

les notifications prescrites, en particulier pour les produits exigeant des licences d'importation, tels que les boissons.

2.4 La Présidente s'est engagée à transmettre la demande des États-Unis à la délégation du Belize.

2.5 Le Comité a pris note de la notification et des déclarations.

ii) *Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord (réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation)*

2.6 La Présidente a dit que le Comité avait été saisi des notifications de trois Membres: Équateur (G/LIC/N/3/ECU/2), Madagascar (G/LIC/N/3/MDG/2) et Sainte-Lucie (G/LIC/N/3/LCA/3). De plus, des notifications avaient été reçues de l'Arménie, du Maroc, de la République populaire de Chine, et de Hong Kong, Chine après la publication de l'aérogramme; elles seraient examinées à la réunion suivante.

2.7 Le représentant des États-Unis a redit que son pays souhaitait avoir des réponses actualisées au questionnaire sur les procédures de licences d'importation de deux Membres: la Colombie et la Malaisie. S'agissant de la Colombie, l'intervenant a noté que la notification qu'elle avait présentée en 2004 (G/LIC/N/3/COL/2) ne contenait aucune information sur les prescriptions actuelles du régime de licences d'importation non automatiques appliqué aux marchandises usagées, contrairement à la notification originale présentée par la Colombie en 1996 (G/LIC/N/3/COL/1). L'intervenant a donc demandé à la Colombie d'actualiser ses réponses au questionnaire afin de couvrir les produits exigeant des licences d'importation, et en particulier les produits usagés. En ce qui concernait la Malaisie, il a rappelé que la délégation américaine avait soulevé cette question à la réunion de juin 2005 lorsqu'elle avait demandé à la Malaisie de fournir au Comité des réponses actualisées au questionnaire sur les licences d'importation et de couvrir les produits visés par des licences d'importation, en particulier les véhicules automobiles, le matériel de construction, et le papier et les produits du bois. Les autorités américaines croyaient comprendre que, en juillet 2005, le Ministère malaisien du commerce international et de l'industrie avait entamé des consultations avec les parties prenantes afin de procéder à un examen des prescriptions du régime de licences d'importation appliqué à différents produits. Les États-Unis souhaitaient connaître l'état d'avancement du processus de révision de la politique d'approbation des autorisations engagé par la Malaisie et ont également demandé à cette dernière de les informer de la date à laquelle elle comptait fournir la notification annuelle actualisée au titre de l'article 7:3.

2.8 Le représentant de la Malaisie a dit qu'il transmettrait la demande des États-Unis à l'administration centrale de son pays et espérait être en mesure de répondre à la délégation américaine à la réunion suivante.

2.9 Le Comité a pris note des notifications et des déclarations.

iii) *Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord (nouvelles procédures de licences d'importation, modifications apportées aux procédures de licences existantes et contre-notifications)*

2.10 La Présidente a rappelé qu'au titre des paragraphes 1 à 4 de l'article 5, les Membres qui établissaient des procédures de licences ou qui apportaient des modifications à ces procédures de licences étaient tenus d'en donner notification au Comité dans les 60 jours suivant leur publication. Le paragraphe 2 de l'article 5 énumérait les renseignements qui devraient être inclus dans ces notifications. Les Membres devaient aussi présenter des copies des publications dans lesquelles ces renseignements étaient publiés. De plus, le paragraphe 5 de l'article 5 prévoyait la possibilité de présenter des contre-notifications lorsqu'un Membre considérait qu'un autre Membre n'avait pas

notifié l'établissement ou la modification d'une procédure de licences conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 3 de l'article 5.

2.11 La Présidente a dit que trois Membres avaient présenté des notifications au titre de cette disposition: Inde (G/LIC/N/2/IND/7), Jordanie (G/LIC/N/2/JOR/2) et États-Unis (G/LIC/N/2/USA/2). Par ailleurs, une notification avait été reçue de la Roumanie après la publication de l'aérogamme; elle serait examinée à la réunion suivante.

2.12 Le représentant de la Chine a dit que les autorités de son pays étudiaient la notification des États-Unis concernant le programme de licences d'importation d'acier (G/LIC/N/2/USA/2) et que, le cas échéant, elles communiqueraient leurs observations ou questions lors de la réunion suivante.

2.13 Le Comité a pris note des notifications et de la déclaration.

3. Quatrième examen transitoire au titre de la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine

3.1 La Présidente a rappelé que, conformément à la section 18 du Protocole d'accession de la Chine (WT/L/432), le troisième examen transitoire de la mise en œuvre par la Chine de l'Accord sur l'OMC et des dispositions y relatives dudit protocole avait été effectué en 2004 par les organes subsidiaires de l'OMC, parmi lesquels le Comité des licences d'importation, dont le mandat couvrait les engagements de la Chine au titre de l'Accord sur l'OMC ou du Protocole d'accession. Le rapport de ce comité au Conseil du commerce des marchandises sur cet examen avait été distribué sous la cote G/LIC/13. Le Comité procéderait au quatrième examen transitoire pendant la réunion en cours.

3.2 La Présidente a informé le Comité que, depuis la réunion précédente, le Secrétariat avait reçu deux communications contenant des questions et des observations sur les procédures de licences d'importation de la Chine: l'une de la part des États-Unis (G/LIC/Q/CHN/16) et l'autre de la part des Communautés européennes (G/LIC/Q/CHN/17). Après la publication de l'aérogamme convoquant la réunion, le Secrétariat avait aussi reçu une communication de la Chine contenant des renseignements requis au titre du paragraphe IV.3 de l'annexe 1A du Protocole d'accession, qui avait été distribuée sous la cote G/LIC/W/25. En outre, des réponses au questionnaire prévu à l'article 7:3 de l'Accord, présentées par la Chine la veille de la réunion, seraient communiquées au Comité à sa réunion suivante. Des exemplaires préliminaires de cette dernière notification, qui serait distribuée sous la cote G/LIC/N/3/CHN/4, étaient disponibles, en anglais, dans la salle de réunion.

3.3 La représentante des Communautés européennes a accueilli avec satisfaction les renseignements actualisés fournis par la Chine sur ses procédures de licences d'importation. Notant que la Chine avait fait savoir au Comité que toutes les données, sauf celles concernant les contingents tarifaires, étaient disponibles sur le site Web de son Ministère du commerce (MOFCOM), l'intervenante a demandé s'il existait des moyens de publication électronique similaires s'agissant des renseignements sur les contingents tarifaires et, sinon, sous quelle forme il était possible d'accéder à ces données. Ses autorités avaient aussi noté que le MOFCOM offrait une version en langue anglaise de son site Web et demandaient à la Chine de confirmer que tous les renseignements concernant les licences d'importation étaient bien disponibles dans cette langue. L'intervenante a indiqué que les procédures de licences d'importation de la Chine demeuraient un sujet de préoccupation tant que la mise en œuvre des nouvelles initiatives pouvaient entraîner de nouvelles formalités aux frontières. Elle a donné pour exemple la nouvelle politique concernant le secteur automobile et la politique sidérurgique. Ses autorités encourageaient la Chine à fournir des détails sur la mise en œuvre de ces politiques bien à l'avance afin de ménager aux autres Membres de l'OMC la possibilité de présenter leurs observations. Elles attendaient aussi avec intérêt les réponses à leurs questions écrites détaillées qui avaient été distribuées dans le document G/LIC/Q/CHN/17.

3.4 Le représentant de la Chine a indiqué qu'il ferait les remarques ci-après en réponse aux observations et aux questions présentées à sa délégation avant la réunion en cours, bien qu'à ses yeux certaines d'entre elles ne relevaient pas forcément du mandat du Comité des licences d'importation. Premièrement, en ce qui concernait la *nouvelle Politique concernant le secteur automobile* et les questions s'y rapportant, ses autorités avaient pris note des observations des Communautés européennes. Elles estimaient toutefois que la *Politique de développement de l'industrie automobile* qui était entrée en vigueur en 2004 ne contenait pas de prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale ni d'autres MIC et restrictions en matière de traitement national incompatibles avec les obligations incombant à la Chine dans le cadre de l'OMC. Les *Mesures administratives pour l'importation de composants automobiles répondant aux caractéristiques d'un véhicule complet* constituaient l'un des règlements d'application de la *Politique de développement de l'industrie automobile*. Les *Mesures* visaient à rationaliser les importations et les exportations chinoises de composants automobiles et à renforcer l'application des lois contre la fraude douanière. Pendant le processus d'adoption des *Mesures* et d'autres règlements d'application de la *Politique de développement de l'industrie automobile*, y compris les *Règles d'application régissant la distribution des automobiles de marque* et les *Règles d'application régissant l'administration des automobiles d'occasion*, les autorités compétentes du gouvernement avaient consulté tous les acteurs de l'industrie automobile, y compris les entreprises à participation étrangère et d'autres parties intéressées. Dans certains cas, le public avait aussi été invité à formuler des observations par le biais d'Internet ou par d'autres voies. De plus, un délai de 30 jours, allant du 28 février 2005, date de la publication des *Mesures*, au 1^{er} avril 2005, date de leur entrée en vigueur, avait aussi été respecté, conformément aux engagements relatifs à la transparence pris par la Chine lors de son accession. La Chine considérait que le processus concernant la *Politique de développement de l'industrie automobile* et ses règles d'application étaient équitables et transparents. Les voies de communication et d'échange avec les Membres étaient toujours ouvertes.

3.5 S'agissant des licences d'importation automatiques pour les textiles, l'intervenant a indiqué que les produits visés figuraient dans les notifications relatives aux restrictions quantitatives communiquées à l'OMC par la Chine depuis son accession. À sa connaissance, il n'y avait pas eu de changement notable depuis lors. Tous les produits soumis à licence, y compris les textiles, ainsi que toutes les prescriptions en matière de licences étaient annoncés par le MOFCOM par voie d'avis disponibles sur le site Web du ministère. Bien que l'intervenant ne soit pas certain que tous ces avis étaient disponibles sur le site Web en anglais, le fait qu'ils y soient affichés en chinois seulement ne pouvait pas poser problème étant donné que chaque produit était accompagné de sa position du SH. En ce qui concernait la *Politique de développement de l'industrie sidérurgique*, il a dit qu'il était souhaitable que, pour les nouveaux projets, les entreprises utilisent les technologies avancées au lieu d'élaborer des projets très polluants et très consommateurs de ressources et d'énergie. La *Politique de développement de l'industrie sidérurgique* partait de ce principe qu'elle s'efforçait de développer en une politique industrielle claire. En tenant compte de l'évolution future de la sidérurgie mondiale et du stade actuel de développement de la sidérurgie chinoise, les listes des capacités de production, des techniques et des produits obsolètes ont été établies sur la base de critères tels que la consommation d'énergie, la consommation de ressources, la qualité des produits, la pollution de l'environnement, etc. Les équipements perfectionnés et pratiques étaient ceux qui assuraient le développement de la sidérurgie, se caractérisant par la faible consommation d'énergie et de ressources, l'excellente qualité des produits, la faible pollution, etc. Les critères et les autres conditions fixés dans le cadre de la *Politique de développement de l'industrie sidérurgique*, y compris ceux qui concernaient l'autorisation ou l'interdiction des importations, étaient contraignants en ce sens qu'ils seraient appliqués dans le cadre de la vérification ou de l'approbation d'un projet d'investissement dans ce secteur ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre par les douanes des mesures commerciales. L'intervenant a indiqué que la politique serait mise en œuvre conformément aux obligations qui incombent à la Chine dans le cadre de l'OMC et que, si de nouvelles mesures commerciales particulières devaient être adoptées à l'avenir du fait de cette politique, ses autorités respecteraient les obligations de la Chine dans le cadre de l'OMC, y compris ses obligations en matière de notification.

3.6 S'agissant des licences d'importation automatiques pour le minerai de fer, l'intervenant a informé le Comité que la notification des contingents tarifaires de la Chine pour l'année 2005, qui devait être communiquée au Comité de l'accès aux marchés, énumérerait tous les produits à base de minerai de fer soumis à licence automatique au niveau des positions à huit chiffres du SH. Ses autorités étaient aussi sur le point de notifier au Comité des licences d'importation, conformément à l'article 8:2 de l'Accord, l'Avis conjoint n° 9 de 2005 du MOFCOM et de l'Administration générale des douanes (GCA) relatif à l'application du régime de licences d'importation automatiques pour le minerai de fer. Le texte de l'avis figurait déjà sur le site Web du MOFCOM.

3.7 Pour ce qui était des critères de qualification imposés aux entreprises, l'intervenant a dit que la procédure concernant les licences d'importation automatiques serait conforme aux dispositions des *Mesures concernant l'administration des licences d'importation automatique pour les marchandises* et qu'à sa connaissance celles-ci ne contenaient aucune disposition imposant des critères de qualification aux entreprises qui demandaient des licences d'importation automatiques. Toutefois, il avait appris que la China Steel Industry Association et la Commercial Chamber for Metals, Minerals and Chemicals Importers and Exporters consultaient leurs membres afin de savoir s'il était nécessaire d'établir entre les entreprises elles-mêmes un ensemble de règles constituant une discipline interne à la branche et portant sur des critères de qualification tels que la capacité de production et les résultats commerciaux.

3.8 La représentante des Communautés européennes a remercié la délégation chinoise pour les renseignements détaillés qu'elle avait fournis et a demandé une copie écrite de la déclaration afin de pouvoir rendre compte à ses autorités.

3.9 Le représentant des États-Unis a remercié la délégation chinoise pour les renseignements ci-dessus et pour les documents qu'elle avait présentés pour la réunion en cours. Il a redit l'intérêt des États-Unis à prendre connaissance des notifications de la Chine au présent Comité concernant les mesures relatives au minerai de fer et à la sidérurgie. Les renseignements dont disposaient les autorités des États-Unis présentaient des lacunes, d'où les questions distribuées dans le document G/LIC/Q/CHN/16 au sujet des nouvelles prescriptions, des nouveaux critères de qualification et des nouveaux droits à acquitter.

3.10 Le représentant de la Chine a dit que toutes les procédures et les prescriptions relatives à l'administration des contingents tarifaires étaient disponibles sur les sites Web du Ministère du commerce (MOFCOM) et de la Commission nationale pour le développement et la réforme (CNDRC), les deux ministères chargés de l'administration des contingents tarifaires en Chine. Pour ce qui était de la mise à disposition des textes en langue anglaise, il a indiqué que, en raison d'un cruel manque de ressources et des problèmes linguistiques, il était difficile pour ses autorités de faire traduire toutes les procédures et les prescriptions en anglais et de les publier sur les sites Web. Toutefois, à sa connaissance, toutes les procédures de licences d'importation étaient claires, et la Chine avait présenté des notifications au Comité des licences d'importation au sujet de toutes ces prescriptions. Dans le cas du minerai de fer, l'intervenant a dit qu'il s'agissait d'un produit soumis à licence automatique qui avait été notifié au Comité. La liste des produits à base de minerai de fer soumis à ce régime serait rectifiée ou certains produits ajoutés par la voie d'avis au public émanant du Ministère du commerce ou de l'Administration générale des douanes. Le règlement concernant spécifiquement le minerai de fer et d'autres règlements révisés en 2004 et relatifs aux procédures de licences d'importation de la Chine avaient été traduits en anglais et seraient notifiés au Comité à bref délai. Pour ce qui était de la demande de la délégation des Communautés européennes en vue d'obtenir des copies écrites de la déclaration faite par la Chine dans le cadre de l'examen transitoire, l'intervenant a indiqué que la position de la Chine était claire pour tous les Membres, à savoir que sa délégation n'était pas en mesure de fournir une déclaration écrite.

3.11 Le représentant du Japon a dit que son pays partageait les préoccupations exprimées par les Communautés européennes au sujet de la *nouvelle Politique concernant le secteur automobile* (G/LIC/Q/CHN/17) et des mesures prises à l'égard des importations de composants automobiles répondant aux caractéristiques d'un véhicule complet. Sa délégation soulèverait cette question au Comité de l'accès aux marchés en vue d'une discussion approfondie de la compatibilité de ces mesures avec les règles de l'OMC et le Protocole d'accession de la Chine.

3.12 Le représentant des États-Unis, prenant note de la déclaration de la Chine selon laquelle il n'existait aucun critère de qualification applicable aux entreprises important du minerai de fer, a demandé des clarifications sur le point de savoir si la Chine avait adopté des critères de qualification pour d'autres produits.

3.13 Le représentant de la Chine a confirmé que la procédure de licence en tant que telle ne contenait aucun critère de qualification applicable aux entreprises et a indiqué que ses autorités avaient appris que certaines associations professionnelles menaient des consultations auprès de leurs membres pour savoir si un quelconque arrangement était mis en œuvre par les entreprises elles-mêmes. Bien qu'il ne dispose que de peu de renseignements sur ce point, il a dit qu'il en existait peut-être sur les sites Web de ces associations.

3.14 Le représentant des États-Unis a dit qu'il était utile d'apprendre qu'il n'existait, dans les procédures de licences, aucun critère de qualification en tant que tel qui mettrait en cause le caractère automatique de la licence. Il a rappelé que l'objectif de la licence automatique était purement statistique et que toutes les demandes devaient être acceptées. À ses yeux, s'il existait quelque critère de qualification que ce soit, ces procédures relèveraient alors des licences non automatiques et deviendraient un sujet de préoccupation plus sérieux.

3.15 Le représentant de l'Australie a dit que ses autorités suivaient la question de près et a remercié la Chine pour les renseignements fournis.

3.16 Le Comité a pris note des déclarations.

3.17 La Présidente a suggéré qu'un rapport factuel sur l'examen transitoire concernant la Chine soit présenté au Conseil du commerce des marchandises (CCM). Comme cela avait été fait précédemment, le rapport factuel ferait référence aux paragraphes pertinents du compte rendu de la réunion ainsi qu'aux observations orales et écrites et aux questions présentées à la Chine, ainsi qu'aux renseignements et aux notifications qu'elle avait communiqués. Les paragraphes du compte rendu de la réunion rendant compte du débat seraient annexés à ce rapport.

3.18 Le représentant de la Chine a suggéré que, dans le rapport factuel, l'on se contente de faire référence à la cote du document contenant le compte rendu de la réunion plutôt que de joindre en annexe les paragraphes pertinents.

3.19 Le représentant des États-Unis, appuyé par la représentante des Communautés européennes, a dit qu'il préférerait conserver l'ancienne méthode consistant à annexer au rapport factuel les paragraphes pertinents du compte rendu de la réunion.

3.20 Le Comité en est ainsi convenu. Le rapport au CCM sur le quatrième examen transitoire a été distribué sous la cote G/LIC/14.

4. Rapport (2005) au Conseil du commerce des marchandises

4.1 La Présidente a dit que le Comité était tenu de présenter tous les ans un rapport d'activité au Conseil du commerce des marchandises. Un projet de rapport au CCM, retraçant les activités du

Comité en 2005, avait été distribué sous la cote G/LIC/W/24 et soumis au Comité pour examen. Les informations contenues dans le projet de rapport, y compris à l'annexe, seraient mises à jour pour tenir compte des notifications reçues jusqu'à la présente réunion ainsi que des débats à cette réunion. Les notifications les plus récentes présentées par la Chine, le Maroc, la Roumanie et Hong Kong, Chine seraient prises en considération dans les paragraphes pertinents et dans l'annexe.

4.2 Aucune observation n'a été formulée au sujet du projet de rapport. Le Comité est convenu d'adopter le rapport sous réserve de la mise à jour. Le rapport tel qu'il a été mis à jour et adopté a été distribué sous la cote G/L/753.

5. Autres questions

i) Questions posées par le Mexique au Guatemala (œufs)

5.1 Le représentant du Mexique, rappelant les questions que la délégation de son pays avait posées au Guatemala à la réunion de juin 2005 au sujet des licences non automatiques appliquées à l'importation d'œufs (G/LIC/M/21, paragraphe 3.3), a informé le Comité qu'il n'avait reçu aucune réponse du Guatemala à la date de la réunion en cours et a donc réitéré sa question.

5.2 Le représentant du Guatemala a dit que les questions posées par le Mexique avaient été transmises à l'administration centrale de son pays. Bien qu'aucune réponse écrite n'ait encore été communiquée au Mexique, l'intervenant savait que les autorités des deux pays avaient débattu de cette question. Il a dit qu'il répondrait aux questions dès que possible, espérant être en mesure de le faire à la réunion suivante du Comité.

ii) Questions posées par les États-Unis

a) Brésil (certains produits à base de lithium)

5.3 Le représentant des États-Unis a rappelé que la délégation de son pays avait demandé au Brésil de lui fournir des renseignements, à la réunion de juin 2005, à la suite des réponses aux questions des États-Unis qui avaient été distribuées sous la cote G/LIC/Q/BRA/3 et concernaient le système brésilien de licences d'importation pour certains produits à base de lithium, dont le carbonate de lithium et l'hydroxyde de lithium (G/LIC/M/21, paragraphes 1.4 et 1.5). À la réunion de juin 2005, le délégué du Brésil avait dit que des études étaient en cours et qu'une Commission interministérielle établie au Brésil débattait actuellement de la question. La délégation des États-Unis souhaitait être informée des efforts déployés par la Commission interministérielle, et désirait notamment savoir quels étaient le contexte et les résultats escomptés de la Commission interministérielle; si la Commission interministérielle avait été établie uniquement pour étudier la politique brésilienne sur les produits à base de lithium ou si d'autres produits étaient visés; et dans combien de temps la Commission devrait avoir terminé cette étude et formuler des recommandations. Les États-Unis avaient hâte de recevoir les explications et les réponses que le Brésil fournirait à sa délégation et au Comité. La délégation américaine attendait avec impatience de recevoir les conclusions de la Commission interministérielle et a demandé au Brésil de préciser quand elle pouvait s'attendre à obtenir une réponse de leur part.

5.4 Le représentant du Brésil a répondu qu'il n'avait pas grand-chose à ajouter à ce qui avait été dit à la réunion de juin 2005. Depuis le début de 2005, les autorités de son pays avaient créé un groupe interministériel qui se consacrait à la question de la législation sur les produits à base de lithium. Ce groupe interministériel procédait à l'examen de la législation pertinente et des questions posées par les États-Unis. Le Brésil espérait être en mesure de communiquer par écrit d'autres renseignements aux États-Unis et au Comité, en plus de ceux qu'il avait fournis dans le document G/LIC/Q/BRA/2, peu après la fin de l'examen. Il informerait les autorités de son pays des

préoccupations que les États-Unis avaient réitérées au sujet de cette question et espérait obtenir une réponse très bientôt.

5.5 Le représentant des États-Unis, faisant remarquer que le Brésil et les États-Unis discutaient de cette question au sein du Comité depuis plus de deux ans, espéraient vivement que le Brésil serait en mesure de répondre à leurs questions. L'intervenant a dit que les autorités de son pays avaient été informées, lors de discussions bilatérales avec le Brésil, que la question était traitée dans le cadre de l'OMC; or, à l'OMC, la délégation américaine était déçue par la lenteur du processus engagé. L'intervenant a souligné une fois de plus l'importance que cette question revêtait aux yeux des autorités de son pays, qui attendaient donc avec intérêt les réponses du Brésil.

b) Communautés européennes (uranium enrichi)

5.6 Le représentant des États-Unis, rappelant les questions que la délégation de son pays avait posées aux Communautés européennes au sujet de l'uranium enrichi, a dit que les États-Unis continuaient d'attendre avec impatience les explications et réponses des CE à leurs questions relatives aux échanges commerciaux des produits en question. L'intervenant a en outre demandé aux CE quand elles pensaient pouvoir notifier ces prescriptions et fournir une réponse écrite aux États-Unis.

5.7 La représentante des Communautés européennes a dit qu'elle avait pris note de la question soulevée. Elle s'est référée au compte rendu de la réunion de juin 2005 qui reproduisait la réponse exhaustive des CE (G/LIC/M/21, paragraphe 1.15). Des renseignements sur les politiques d'importation des CE concernant l'uranium enrichi avaient été communiqués aux Membres de l'OMC, y compris aux États-Unis, dans le cadre de l'examen de la politique commerciale des Communautés européennes de 2004. Lors des discussions bilatérales CE-États-Unis menées sur cette question, il avait été conclu que les entreprises américaines ne rencontraient aucune difficulté particulière pour exporter de l'uranium enrichi vers l'Union européenne. Les autorités des CE permettaient aux États-Unis de leur présenter toute demande de renseignements complémentaires à ce sujet. La Déclaration de Corfou était un document des institutions européennes à usage interne, qui ne pouvait pas être consulté par des tiers; il s'agissait d'un accord passé en 1994 entre le Conseil de l'Union européenne et la Commission dans le cadre de la conclusion d'accords d'association et de partenariat entre l'Union européenne et la Russie.

5.8 Le représentant des États-Unis a dit que les informations communiquées par les CE dans le cadre de l'examen de leur politique commerciale de 2004 et des communications bilatérales avaient été fort utiles, mais qu'elles ne constituaient qu'un début. Ces renseignements ne répondaient toujours pas aux questions que les autorités de son pays avaient posées et distribuées au sein du Comité. Tout en prenant note de l'observation selon laquelle la Déclaration de Corfou était un document à usage interne qui ne pouvait être publié, l'intervenant a rappelé que l'essentiel des questions des États-Unis concernait les produits faisant l'objet de transactions commerciales, soit une question de transparence des échanges commerciaux et à ce titre, des informations qui devraient être divulguées dans le cadre du Comité. Par conséquent, sa délégation attendait avec impatience les réponses des CE au Comité et prenait par ailleurs note de leur volonté de poursuivre les discussions sur cette question.

c) Indonésie (certains produits textiles)

5.9 Le représentant des États-Unis a fait référence à la demande présentée par la délégation de son pays à la réunion du Comité de juin 2005 (G/LIC/M/21, paragraphe 3.6) et à la réunion ultérieure de juin 2005 du Conseil du commerce et de l'investissement entre les États-Unis et l'Indonésie au cours de laquelle les autorités américaines ont demandé à l'Indonésie d'éliminer ou de modifier le régime de licences appliqué à certains produits textiles en vertu du Décret n° 732 de 2002. Les États-Unis attendaient avec impatience la réponse de l'Indonésie et ont demandé quand elle comptait répondre à leurs préoccupations.

5.10 Le représentant de l'Indonésie a dit que sa délégation n'avait reçu aucun mandat de la part de l'administration centrale de son pays à cet égard, et qu'il pensait que les autorités de son pays examinaient toujours la question.

5.11 La Présidente a rappelé une fois de plus que, en vertu des procédures adoptées au Comité, les Membres sont tenus de communiquer par écrit les réponses aux délégations ayant soulevé les questions, avec copies au Secrétariat (G/LIC/4) et dit qu'elle souhaitait vivement recevoir des réponses par écrit.

5.12 Le Comité a pris note des déclarations.

iii) *Dates de la prochaine réunion*

5.13 La Présidente a informé les Membres que le Secrétariat avait réservé à titre provisoire les dates du 9 mai et du 27 septembre 2006 pour les prochaines réunions du Comité, étant entendu que des réunions additionnelles seraient convoquées en cas de besoin.

5.14 Le Comité a pris note de l'information.
